

Discussion avec Bruce Stanton, député fédéral (Simcoe-Nord)

Le vendredi 11 janvier, le président de la section locale de Beaver Creek, Stuart Mungham, et le président régional de l'Ontario Jason Godin ont rencontré le député conservateur Bruce Stanton. M. Stanton représente Simcoe-Nord, une circonscription de l'Ontario où vivent plusieurs agents correctionnels et leurs familles. Stuart—un électeur de Stanton—a indiqué que nous sommes sans contrat de travail depuis bientôt trois ans.

Nous avons expliqué le message contradictoire du gouvernement concernant notre souhait d'être comparés à nos homologues de la GRC en ce qui a trait au salaire et aux avantages. Bien que le gouvernement ait accepté d'utiliser l'étude de comparabilité de la GRC après notre dernière négociation en 2006, il prétend maintenant que nous voulons la parité – ce qui est une représentation trompeuse de nos demandes. Nous avons dit clairement à M. Stanton que nous essayons simplement de suivre le rythme de la GRC. M. Stanton a reconnu qu'il y a parfois absence de communication entre les députés et le Conseil du Trésor.

Nous avons souligné que les incidents exigeant le recours à la force ont augmenté de 33 %, selon le plus récent rapport du Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC). Nous avons expliqué que les objectifs de sécurité publique du gouvernement rendent le travail des agents correctionnels plus dangereux et plus difficile. Nous avons parlé

de modifications législatives et de fermetures d'établissements, et nous avons discuté des répercussions potentielles de la double occupation des cellules. M. Stanton s'est dit préoccupé par ces statistiques, et il a dit qu'il examinerait le rapport annuel du BEC.

Jason et Stuart ont noté que le syndicat était heureux que l'un de ses collègues ait présenté la *Loi sur le prélèvement d'échantillons de sang* à titre de projet de loi privé. Le texte de loi présenté à la Chambre des communes l'année dernière reprenait les propositions d'UCCO-SACC-CSN.

Finalement, M. Stanton a indiqué qu'il discuterait avec Tony Clement, président du Conseil du Trésor, de nos inquiétudes concernant les négociations. Il nous a conseillé de continuer de faire valoir nos préoccupations relatives à la sécurité publique.

Le syndicat continuera de transmettre son message au plus grand nombre de représentants élus possible, mais le véritable pouvoir décisionnel appartient au Conseil du Trésor. C'est pourquoi nous avons sollicité une rencontre d'urgence avec le président du Conseil du Trésor, Tony Clement. Il est crucial que nous fassions clairement savoir au gouvernement que l'employeur a fausement représenté nos demandes, et nous devons aller de l'avant pour parvenir à un règlement. Nous vous tiendrons informés de la réponse de M. Clement.